

Communes de : Marseille, Septèmes Les Vallons, Les Pennes Mirabeau, Simiane
Collongue, Bouc Bel Air, Gardanne, Aix-en-Provence.

**Projet de réalisation de la 2^{nde} phase de modernisation de la ligne
ferroviaire Marseille – Gardanne - Aix-en-Provence.**

Enquête publique unique portant sur

- L'utilité publique du projet
- Le parcellaire
- La mise en compatibilité des documents d'urbanisme

La suppression du passage à niveau N° 110.

TOME III
CONCLUSION ET AVIS MOTIVE
DE LA COMMISSION D'ENQUETE
RELATIFS A LA SUPPRESSION
DU PN n° 110

Commission d'enquête

Président : Serge SOLAGES

Membres titulaires : Monique GIFFARD

Jean Marie ISNARD

Suppléante : Denise VELEMIR

**Enquête publique unique en vue de la réalisation de la 2^{nde} tranche de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence.
Suppression du passage à niveau N°110**

TOME III CCONCLUSION ET AVIS MOTIVE DE LA COMMISSION D’ENQUETE

SOMMAIRE

1 Rappel succinct de l’objet de l’enquête

- 1.1 La procédure
- 1.2 Le dossier
- 1.3 La participation du public

2 Discussion – conclusions motivées

3 Avis de la commission d’enquête

1 Rappel succinct de l'objet de l'enquête

1.1 La procédure

Dans le cadre de l'enquête publique unique qui concerne de la réalisation de la 2^{ème} phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence, l'objet du présent volet concerne la suppression du passage à niveau n° 110 situé chemin de la Guiramande, sur la commune d'Aix-en-Provence.

Ce type d'opération est soumis à une procédure du type commodo & incommodo.

Il s'agit du dernier passage à niveau se trouvant sur la ligne ferroviaire Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence.

Dans le cadre de la réalisation de la 2^{ème} phase de modernisation de cette ligne ferroviaire par le Maître d'ouvrage SNCF RESEAU, il est prévu de porter le nombre de trains de 3 à 4 TER par heures à l'horizon 2020.

Compte tenu des études portant sur le comptage des véhicules utilisant quotidiennement le chemin de la Guiramande, cette augmentation de la fréquence des trains, notamment aux heures de pointes, aurait pour conséquence de rendre ce passage à niveau, régulièrement fermé durant ces plages horaires.

L'emplacement actuel du passage à niveau ne permettant pas, pour des raisons techniques, d'opérer une transformation en vue de faire passer le chemin de la Guiramande par un pont, plusieurs options avaient été retenues.

La solution finalement retenue est un rétablissement routier, en utilisant un ouvrage hydraulique sous voie, se trouvant à une centaine de mètres, en direction de la gare d'Aix-en-Provence.

Les caractéristiques de cette voirie correspondent à une chaussée double sens de circulation de deux fois une voie de largeur complète de 7.50 m avec un trottoir de 1 m de chaque côté de la chaussée.

Par décision n° E16000145/13 du 14 novembre 2016, le président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné la commission d'enquête chargée de procéder à l'enquête publique ayant pour objet la réalisation de la 2^{ème} phase des travaux de modernisations de la ligne ferroviaire Marseille Gardanne -Aix-en-provence, composée de trois membre, Monsieur Serge SOLAGES président et deux membres titulaires, Madame Monique GIFFARD et Monsieur Jean-Marie ISNARD.

Par arrêté n° UP 2016-65 du 22 décembre 2016, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prescrit l'enquête publique unique en vue de la réalisation de la 2^{ème} phase des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille - Gardanne - Aix-en-Provence portant sur :

- L'utilité publique de ce projet, sur le territoire des communes de Marseille, Simiane-Collongues, Septèmes-les Vallons, Bouc-Bel-Air, Gardanne, les Pennes Mirabeau et Aix-en-Provence
- La mise en compatibilité des PLU des communes de Gardanne et Aix-en-Provence
- Le parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération sur le territoire des communes de Gardanne, Aix-en-Provence et

Bouc-Bel-Air.

- Et la suppression du passage à niveau n° 110 sur la commune d'Aix-en-Provence

Sur le plan juridique la suppression du passage à niveau N°110 est soumise à une procédure de type commodo & incommodo et fait l'objet d'un rapport et d'un avis séparé bien que figurant dans l'enquête publique unique.

Les diverses procédures ont été respectées, tant pour le cadre juridique, dans la forme, les délais, que dans l'information du public et le déroulement de l'enquête.

L'enquête s'est déroulée du 23 janvier 2017 au 03 mars 2017 inclus, soit durant 40 jours.

1.2 Le dossier

Le dossier complet concernant la suppression du passage à niveau n° 110 a été établi en tenant compte des concertations et des échanges avec la ville d'Aix-en-Provence et les autres différents acteurs de la vie publique afin de limiter les impacts de ce projet.

La commission d'Enquête a jugé ce dossier satisfaisant et cohérent.

Il a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête conformément à l'arrêté préfectoral.

1.3 La participation du public

La suppression du passage à niveau N°110 a fait l'objet d'un registre d'enquête distinct, qui a été mis à disposition du public, pendant la durée de l'enquête, sur les trois sites de l'enquête à Aix-en-Provence (Service de l'Urbanisme et Mairies annexes de Luynes et de Pont de l'Arc).

Une seule personne s'est manifestée, durant les 40 jours d'ouverture de cette enquête, sur le projet de suppression de ce passage à niveau et aucun autre courrier, ni message électronique à l'adresse dédiée au projet, n'a été transmis sur ce sujet à la commission d'enquête.

Le document remis, une page dactylographiée, qui a été joint par erreur au registre relatif aux autres volets de l'enquête, comporte plusieurs questions d'ordre technique qui ont été néanmoins soumises pour réponse au Maître d'ouvrage.

La mobilisation du public sur la suppression de ce passage à niveau a donc été très faible et semble ne pas s'être intéressée à ce volet enquête.

2 Discussion – Conclusions motivées

Le projet de suppression du passage à niveau n° 110 dans le cadre des travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille – Gardanne -Aix-en-Provence, est indispensable.

Il s'agit en effet du dernier passage à niveau existant sur cette ligne et son maintien, au vu de l'augmentation de la fréquence des trains prévue, deviendrait impossible et rendrait la circulation routière du chemin de la Guiramande, impraticable surtout aux heures de pointes.

La commission d'enquête tient à signaler que ce chemin est une voie routière qui permet de communiquer directement des quartiers sud d'Aix-en-Provence au bassin de Gardanne, en

passant par le massif forestier du Montaiguet.

Les études de fréquentation routière datant de 2010, avait déjà compté environ 700 véhicules jours empruntant le chemin de la Guiramande.

Ce chemin est implanté sur trois communes, Aix-en-Provence et Meyreuil, où il devient le chemin de Levesin.

Il a d'ailleurs été entièrement refait sur les territoires des communes d'Aix-en-Provence et de Meyreuil, mais a été laissé par contre en état relativement délabré par la commune de Gardanne. Ce fait est d'ailleurs regrettable et dénonce peut-être un manque de concertation intercommunale.

La Commission d'Enquête attire en outre l'attention sur la dangerosité du type de passage à niveau existant à l'heure actuelle sur le chemin de la Guiramande.

Chaque année des accidents se produisent sur ce type d'ouvrage et traverser un passage à niveau n'a rien d'anodin.

Les accidents sont dû, la plupart du temps, à des infractions au Code de la Route, certains automobilistes pensant avoir le temps de traverser le passage à niveau alors que les portiques de sécurité s'abaissent. Le train arrive pourtant quelques secondes après. D'autres automobilistes tentent de le franchir en zig-zag, sans avoir conscience du risque que leur véhicule puisse caler. Leur suppression quand cela est possible, répond donc à une exigence de sécurité routière primordiale.

La suppression du passage à niveau n° 110, envisagée par le Maître d'ouvrage SNCF RESEAU présente donc un indéniable intérêt d'ordre général.

Les procédures ont été respectées et en particulier les diverses solutions de déviations possibles et un choix assumé a été fait.

Ce choix a été expliqué dans le dossier de présentation et il n'a pas été discuté ou contesté pendant la durée de l'enquête.

Aucune inquiétude n'a été exprimée.

En conclusion

- Vu la désignation en date du 14 novembre 2016 prise par le Tribunal Administratif de Marseille des membres de la commission d'enquête et du suppléant,
- Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône du 22 décembre 2016, portant ouverture de l'enquête,
- Vu le respect de la procédure commodo & incommodo pour ce type d'équipement,
- Vu les publicités et les affichages réalisés conformément à l'arrêté préfectoral précité,
- Vu le dossier soumis à l'enquête publique,
- Vu les réponses apportées par SNCF RESEAU aux questions de la commission d'enquête posées, dans le procès-verbal du 06 mars 2017,
- Vu le rapport d'enquête.

La commission d'enquête considère que :

- La procédure d'enquête et de suivi est conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur ainsi que le déroulement de l'enquête,
- Le dossier présenté à l'enquête publique respecte la réglementation, sa présentation est précise et compréhensible,
- Le projet de suppression du passage à niveau n° 110 est cohérent et adapté à la topographie des lieux et les documents fournis ont permis d'informer correctement le public sur les travaux envisagés, leur durée et les résultats escomptés.

3 Avis motivé de la commission d'enquête

A l'issue de l'enquête et au vu des éléments recueillis, la commission d'enquête donne ...

UN AVIS FAVORABLE sans réserve

Au projet de suppression du passage

Fait à Aix-en-Provence, le 8 mars 2017

Le Président de la Commission d'enquête

Serge SOLAGES

Les membres de la Commission d'enquête

Monique GIFFARD



Jean-Marie ISNARD

